

Rentrée scolaire 2018, action publique 2022 : attention, dangers !

Englué dans les affaires, il est de plus en plus difficile pour E. Macron et son gouvernement de faire oublier la nature de sa politique. Sous couvert de discours modernistes, ce sont bien des reculs sociaux majeurs que le gouvernement met en place depuis son arrivée au pouvoir. Les derniers en date : la casse du statut et la privatisation rampante de la SNCF ou encore la mise en place de la sélection à l'Université via Parcoursup. Les résistances qui ont eu lieu ont un point commun : la nécessité de préserver et conforter notre modèle social fondé sur des valeurs et principes d'égalité et de solidarité. La réforme des retraites qui s'annonce sera, là encore, révélatrice de la volonté de Macron et de son gouvernement d'en finir avec la justice sociale. Quant au sort des migrant·e·s, ce ne sont pas les quelques beaux discours généreux, tenus lors de chaque « crise », qui font une politique d'accueil européenne, digne de ce nom. Dans de nombreux établissements, nous le savons bien !

La fin de l'année scolaire 2017-2018 a été marquée par une profusion d'annonces du Ministère et par la mise en place de modifications des programmes officiels applicables dès la rentrée dans plusieurs disciplines au collège, sans bilan des précédents que les enseignant·e·s n'ont presque pas eu le temps de « digérer ». Dans les établissements REP+, le MEN compte introduire une prime au mérite, afin de mieux diviser les salles des profs.

Au lycée, la réforme mise en place met fin aux séries telles qu'elles existaient et devrait mettre encore un peu plus les élèves qui n'ont pas tous les « codes » et les « stratégies » de l'école en échec. Elle multiplie les épreuves en cours d'année, au détriment des apprentissages. Les possibilités de poursuites d'études sont réduites pour les lycéen·ne·s qui devront ensuite passer les fourches caudines de Parcoursup. Les annonces sur la réforme de l'enseignement professionnel sont, elles aussi, de nature à inquiéter sur un système qui



mériterait une vraie réforme pour plus de démocratisation et d'égalité.

Par ailleurs, cette année encore, les conditions de travail ne connaîtront aucune amélioration : les moyens attribués sont beaucoup trop maigres pour faire face à la pression démographique. Du coup, les effectifs par classe ne permettent pas d'aider toute·s les élèves, les heures supplémentaires servent de moyen (insuffisant) pour faire face à la crise de recrutement et à la réduction du nombre de postes, le nombre d'assistant·e·s d'éducation et d'agent·e·s est souvent insuffisant au vu des besoins, la charge de travail ne cesse d'augmenter, etc.

Mais, le gouvernement ne compte pas en rester là dans la dégradation des services publics et de nos conditions de travail. Il en a déjà largement anticipé certaines préconisations du « programme » Action publique 2022 dans son document d'orientation Refonder le contrat social avec les agents : recours accru au contrat, remise en cause des CAP, réduction du périmètre de services, management au service de l'individualisation contre l'intérêt général... Toutes ces attaques contre les agent·e·s et les statuts constituent de nouvelles mises à mal des services publics et de leurs missions d'intérêt général. Une orientation à combattre car elle ne permet pas de répondre aux besoins de la population sur la base de valeurs comme celles de l'égalité et de la solidarité sur l'ensemble du territoire. C'est aussi une orientation qui dégraderait les conditions d'emploi et de travail des plus de cinq millions d'agent·e·s. Quant à la réduction drastique des compétences des commissions paritaires, elle signifierait la fin du contrôle d'un certain nombre de droits concernant les agent·e·s, comme les mutations.

Tendance de la FSU qui a fondé le syndicalisme enseignant, l'École Émancipée porte l'idée centrale qu'il faut changer l'École et la société, ce qui suppose de s'engager tant sur le terrain des luttes du champ éducatif que sur celui des luttes dans la société et la Fonction Publique. C'est pourquoi nous portons et soutenons les luttes des femmes, des LGBTI, des migrant·e·s, des Sans-Toit et de celles et ceux qui les aident. Les questions d'écologie nous paraissent également centrales, tout comme celles de solidarité internationale.

Nous sommes partie prenante de la construction de la FSU et de ses syndicats nationaux. Nous portons nos idées dans le débat avec nos camarades du courant majoritaire pour faire avancer les mandats de la fédération et améliorer les pratiques syndicales afin d'être plus efficaces. Par exemple, la résistance face au néo-management et aux pressions des hiérarchies nous semble fondamentale.

Vous partagez nos idées : rejoignez-nous, contactez-nous, votez pour la FSU et ses syndicats nationaux aux élections !

Abonnez-vous à notre revue !

Pour nous contacter : eebnsnes@gmail.com

Le site de l'EE : <http://www.ecoleemancipee.org>

Lettre n°1 – septembre 2018